

Conférence de presse USS - 9 juillet 2019

Après la grève du 14 juin, on ne lâchera rien !

Michela Bovolenta, secrétaire centrale SSP-VPOD et Co-présidente de la Commission des femmes de l'USS

La grève féministe et des femmes* a été historique. Jamais la Suisse n'a connu une mobilisation aussi massive : un demi-million de femmes* et d'hommes solidaires ont participé aux manifestations en fin d'après-midi. S'ajoutent des dizaines de milliers de femmes* qui ont participé aux actions décentralisées sur les lieux de travail, dans les villes, les villages, les quartiers.

Une immense vague violette a investi tout le pays : de St-Gall à Genève, de Chiasso à Bâle : partout les femmes ont croisé les bras pour revendiquer l'égalité et pour dire haut et fort, en slogan et en chanson, que nous en avons assez ! Assez des inégalités. Assez des discriminations ! Assez de la violence machiste !

L'idée d'organiser, après la manifestation du 22 septembre 2018, une grève féministe en Suisse était un sacré pari ! Elle a été lancée lors du Congrès des femmes de l'USS en janvier 2018, à l'initiative des femmes du SSP. Le contexte international marqué par #MeToo ou la grève féministe espagnole nous a inspirées. Mais si la mobilisation a été aussi puissante c'est que les femmes* ressentent une profonde injustice face à la persistance des inégalités, des discriminations et du sexisme auxquels elles sont confrontées dans leurs vies.

Ces inégalités ont été rappelées par mes collègues : les inégalités salariales, le néant en matière de mesures pour concilier vie professionnelle et vie familiale ; la dévalorisation du travail de care tant professionnel que non rémunéré ; l'inexistence de véritables mesures de prévention et de lutte contre la violence sexiste, dont le harcèlement sexuel sur le lieu de travail est une des facettes. A cela s'ajoute le scandale des femmes qui perdent leur emploi pendant ou après la grossesse, ainsi qu'une flexibilisation toujours plus grande du temps de travail, notamment du temps partiel, qui oblige les salariées à être tout le temps disponibles au détriment de la vie familiale et privée. Toutes ces inégalités et discriminations se cumulent et se traduisent par un énorme écart au niveau des rentes. Dans ce contexte, proposer comme seule solution l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes est un affront. Un affront aux centaines de milliers de femmes qui se sont mobilisées le 14 juin dernier, à leur immense travail professionnel, mais aussi domestique, éducatif et de soins !

L'ampleur de la mobilisation montre la légitimité de nos revendications : elles forment un tout et nous ne voulons pas en choisir une au détriment des autres : la lutte contre le sexisme, est tout aussi importante que l'égalité et la valorisation des salaires.

C'est pourquoi, après le 14 juin, nous ne lâcherons rien : nous nous battrons contre la hausse de l'âge de la retraite des femmes ; nous ne nous contenterons pas d'un mini-congé paternité mais nous réclamons un véritable congé parental, une réduction du temps de travail et la reconnaissance du travail de care. Et nous serons avec les femmes migrantes pour défendre le droit de rester, le droit à être régularisée, le droit à être protégée par la Loi sur le travail lorsqu'on est employée dans l'économie domestique. Nous serons de tous les combats, solidaires et déterminées. Parce que l'égalité est un droit, pas un cadeau qu'on nous fait !